

Chaque semaine, retrouvez l'essentiel de l'actualité du secteur de l'assurance sélectionné par Astrée, sur [notre site internet](#) et sur nos comptes Twitter et LinkedIn.

Astrée · avocats



Astrée · consultants



Publication du guide des droits et contributions dus à l'AMF

avril 22

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

Certains droits fixes et contributions sont perçus chaque année par l'AMF. Le [guide récapitulatif](#) met à jour les montants applicables au 1^{er} janvier 2022 pour les prestataires de la gestion d'actifs et pour les émetteurs et leurs actionnaires.

Publication AMF - Guerre en Ukraine / Sociétés de gestion de portefeuille

avril 22

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

[L'AMF](#) rappelle quelques points de vigilance à destination des sociétés de gestion de portefeuille dans le contexte international actuel notamment pour la mise en œuvre des différentes sanctions économiques internationales. Elle alerte également les professionnels du risque d'incident de cybersécurité.

Sanction AMF

avril 22

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

L'AMF vient de publier la [décision du 26 avril 2022](#) de la commission des sanctions, dans laquelle la commission sanctionne un conseiller en investissements financiers et son dirigeant pour manquement à leurs obligations professionnelles.

La société Auvergne Investissement Hôtels est en effet sanctionnée par un blâme et une sanction pécuniaire de 150 000 euros, et son dirigeant d'une interdiction d'exercer de 5 ans et d'une sanction pécuniaire de 50 000 euros.

Divers griefs ont été soulevés par la commission : la commercialisation de fonds d'investissements alternatifs de droit allemand, non autorisée en France et venant à l'encontre de l'obligation du CIF d'exercer son activité avec la compétence, le soin et la diligence qui s'imposent au mieux des intérêts de ses clients, l'absence de procédure LCBFT, de déclaration de correspondant et déclarant TRACFIN, de lacunes dans la collecte des éléments d'identification des clients.

Publication CNIL - Enregistrement des conversations téléphoniques

avril 22

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

La CNIL a rappelé dans un [article paru le 25 avril](#) les précautions à prendre et les exigences réglementaires requises pour l'enregistrement des conversations téléphoniques des consommateurs. Les professionnels utilisent en effet fréquemment ces enregistrements pour prouver la formation d'un contrat avec un consommateur.

La CNIL cible notamment l'obligation des distributeurs d'assurances d'enregistrer, de conserver et de tracer les communications téléphoniques en matière de démarchage téléphonique. Le traitement de données personnelles en résultant est ainsi prévu par la réglementation.

Publication ACPR/AMF - Note d'enseignement sur les parcours digitaux de souscription de produits d'épargne financière

avril 22

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

Le pôle commun ACPR/AMF a publié une synthèse de son [étude sur les parcours digitaux](#) de souscription de produits d'épargne financière, recensant les bonnes pratiques et les lacunes dans les informations fournies et recueillies auprès des clients lorsqu'ils souscrivent à des produits financiers en ligne.

Le pôle rappelle la nécessité de présenter des offres tarifaires de manière claire, exacte et non trompeuse dans les communications à caractère promotionnel.

L'étude constate également : une distorsion entre l'information fournie et l'information que les souscripteurs peuvent avoir reçue, des conditions générales peu lisibles et trop techniques, une information précontractuelle peu accessible.

Publication France ASSUREURS - Livre blanc « Bâtir une économie de la donnée innovante et protectrice en faveur des Français »

avril 22

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

France Assureurs a publié un nouveau [libre blanc](#) présentant, dans le cadre des élections, diverses propositions visant notamment à :

- ∞ Inclure une sensibilisation cyber dans le parcours des jeunes élèves (primaire, collège, lycée) sous l'égide du ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports, sur le modèle des actions de la prévention routière,
- ∞ Clarifier la position de l'État français et de l'Union européenne concernant le cadre légal de l'indemnisation du paiement des rançons,
- ∞ Développer une culture du risque cyber (entreprises, collectivités locales...),
- ∞ Amplifier les efforts de prévention des TPE et PME,
- ∞ Mettre en place au niveau européen un cadre qui garantisse le respect de deux principes clés : le libre choix de l'utilisateur de partager ou non ses données et l'accès transparent et équitable pour tous les acteurs,
- ∞ Veiller à rendre éligibles à l'apprentissage les compléments de formation aux compétences devenues stratégiques pour la transformation des modèles de développement.

Sanction CNIL - Fuite de données de santé

avril 22

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

La [CNIL a sanctionné](#) une société qui commercialise des solutions logicielles pour des laboratoires d'analyse médicale après la fuite massive de données de santé y compris de données personnelles de près de 500 000 personnes, diffusées sur internet. Une amende de 1,5 million d'euros a été prononcée avec une publication de la décision au regard des manquements constatés en matière de sécurité des données personnelles de la société.

Publication du rapport annuel 2021 du médiateur de l'AMF

avril 22

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

Le médiateur de l'AMF a publié le 20 avril dernier son [rapport pour 2021](#) soulignant le nombre sans précédent de demandes (+33% par rapport à 2020) et de recommandations rendues (+51% par rapport à 2020). Le rapport relève que les litiges liés aux PEA sont le premier motif de saisine.

Publication ACPR - Analyses et synthèses « Le marché de l'assurance vie en 2021 »

avril 22

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

L'ACPR a publié une nouvelle [analyse relative au marché de l'assurance vie](#). Cette analyse relève un rebond significatif de la collecte en 2021, post crise sanitaire. L'ACPR en profite pour rappeler l'exigence d'un « devoir de conseil accru à l'égard des assurés ».

Sanction AMF à l'encontre d'un CIF

avril 22

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

La commission des sanctions de l'AMF a sanctionné par une [décision du 11 avril](#) 2022 la société DCT et son dirigeant par une interdiction temporaire d'exercer la profession de conseiller en investissements financiers pendant 5 ans, et par une sanction pécuniaire de 150 000 euros à l'encontre de la société DCT et de 200 000 euros à l'encontre de son dirigeant.

Ces sanctions ont notamment été infligées en raison de la souscription, par l'intermédiaire de la société, de titres d'un fonds d'investissement alternatif qui n'était pas autorisé à commercialiser en France.

Cette recommandation constitue pour l'AMF un comportement contraire à l'intérêt de ses clients. La commission des sanctions de l'AMF a également relevé l'absence de registre et de procédure en matière d'identification et de gestion des conflits d'intérêts. Enfin, la commission a relevé des manquements de la société dans le cadre du contrôle en refusant de communiquer certains documents ou informations.

Mise en demeure CNIL

avril 22

L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

La CNIL a [mis en demeure](#) trois organismes de se conformer à la réglementation en matière de prospection commerciale par mail ou SMS. Elle a en effet constaté que ces organismes ne recueillaient pas le consentement des personnes pour le faire. Pour rappel en matière de prospection commerciale, la transmission de donnée est fondée sur la base légale du consentement préalable.

Sanction ACPR MUTEX

mars 22

L	M	M	J	V	S	D
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

L'ACPR a publié la [décision de la Commission des sanctions](#) du 30 mars dernier sanctionnant lourdement la société MUTEX en infligeant un blâme et une amende de 8 millions d'euros, faisant suite à plusieurs manquements : défaut d'information annuelle des adhérents, manquements sur les dispositifs AGIRA et ECKERT pour les contrats en déshérence (identification des personnes décédées et recherche des bénéficiaires) et modification unilatérale des conditions générales des contrats.

Évolution de la résiliation infra-annuelle en santé

mars 22

L	M	M	J	V	S	D
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

Le [décret n°2022-388](#) du 17 mars 2022 modifie l'article R.221-5 du code de la mutualité et [R113-11](#) du code des assurances en intégrant les garanties relatives à la perte d'autonomie aux contrats mixtes comportant des garanties santé pouvant bénéficier de la résiliation à tout moment. Auparavant, seuls certains contrats mixtes pouvaient être résiliés au titre de la RIA applicable en santé : les contrats couvrant également des garanties décès, incapacité de travail ou invalidité, ainsi que des garanties d'assistance, de protection juridique, de responsabilité civile, de nuptialité-natalité ou d'indemnités en cas d'hospitalisation.

Qui sommes-nous ?

Astrée est un réseau pluridisciplinaire d'avocats et de consultants spécialisés dans le secteur de la distribution de produits d'assurances bancaires et financiers.

Astrée

67 avenue Pierre Grenier
92100 Boulogne Billancourt
Tél. : 01 46 10 43 80

www.astreeavocatsetconsultants.com